

# EXAMEN FINAL « ÉCONOMIE ALGÉRIENNE » (2017-2018)

## CORRIGÉ-TYPE

**REMARQUE :** La note attribuée à la **présentation de la copie**, à la **cohérence textuelle** et à la **correction de la langue** a été ramenée à deux **(2) points** (au lieu des trois (3) points prévus initialement).

### QUESTION DIRECTE (5 points)

À travers le PAS, le FMI cherche à imposer un **programme (brutal) de libéralisation interne et externe de l'économie** :

- **réduction des dépenses de l'État**, principalement les *investissements publics* et les *dépenses sociales*.
- **restructuration et « dégraissage »** (réduction des sur-effectifs) **des entreprises publiques**... afin de les préparer à la privatisation,
- **privatisation de l'appareil productif** et même de **certains services publics** (distribution de l'eau potable, collecte des déchets, services de santé, ...),
- **Libéralisation du commerce extérieur** en réduisant les barrières douanières (taxes, quotas, ...),
- **dévaluation de la monnaie nationale vis-à-vis des autres devises (- 40% en 1994)**,
- **déréglementation générale des prix**, à travers la suppression du soutien des prix et des subventions,
- **blocage des salaires** (pour éviter que la dévaluation et la libéralisation des prix ne provoque un enchaînement inflationniste).

## DISSERTATION (14 points)

**SUJET 1 : L'Algérie indépendante** n'a commencé à formuler une « **vision de l'avenir** », avec un **projet de développement** clairement défini, qu'**à partir de 1967**.

*Qu'est-ce qui a empêché les premiers dirigeants de l'Algérie indépendante de préciser les orientations économiques et sociales sous-jacentes à tout projet de développement ? Faites très brièvement le point sur la situation économique, sociale et politique au lendemain de l'Indépendance.*

*Quels sont les principes et les grandes orientations de la Stratégie Algérienne de Développement (SAD) entamée à partir de 1967. Quel bilan (réussites et échecs) peut-on en tirer à la fin des années 1970 ?*

## INTRODUCTION (2 p.)

### I. LA SITUATION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE AU LENDEMAIN DE L'INDÉPENDANCE (2 p.)

- L'Algérie indépendante a hérité d'un système productif *désorganisé et gravement endommagé*, avec :
  - **Le départ massif des Européens** (900 000 en tout, dont 300 000 actifs).
  - **Une importante perte en capital humain** (mort d'une centaine de milliers d'Algériens + émigration).
  - **Une importante fuite des capitaux.**
  - **Exploitations agricoles laissées à l'abandon.**
  - **Fermeture de la plupart des usines et destruction de nombreux établissements publics.**
  - **Une population dans sa majorité pauvre, misérable et analphabète** (75% d'analphabètes ; seulement 9% d'alphabétisés en français ; seuls 10% des enfants d'âge scolaire vont à l'école).
- À ce **chaos social et économique** se rajoute une **grave crise politique**.

### I. LES GRANDES ORIENTATIONS (5 p.)

**Principe 1 : La théorie des industries industrialisantes** comme fondement théorique (0,25 pour chaque principe + 0,25 pour l'explication)

**Principe 2 : L'industrialisation**, comme vecteur de modernité

**Principe 3 : Priorité à l'industrie lourde**

**Principe 4 : Une étatisation de l'économie**

**Principe 5 : Une hostilité au marché et au privé**

**Principe 6 : Des entreprises publiques gigantesques**

**Principe 7 : Mise en place d'une base industrielle de transformation**

**Principe 8 : Un investissement public massif**

**Principe 9 : Le socialisme comme idéologie d'État**

**Principe 10 : Une planification impérative et une bureaucratie économique « tentaculaire »**

## **II. BILAN (3 p.)**

### **a) Les progrès... (1 p.)**

- Sur le **plan industriel**, les acquis sont incontestables. De 1967 à 1978, **le PIB a été multiplié par 2 en termes constants grâce à l'industrie**. En à peine une décennie, un **appareil industriel à multiples secteurs a été construits**. À la fin des années 70'', les acquis en matière de **diversification** et d'**intégration économique** sont incontestables. **(0,5)**
- Une **croissance économique remarquable**, avec un PIB qui a cru de **6,5% en moyenne** durant cette période. **(0,25)**
- Une **forte réduction du chômage**, qui est passé de 35% en 1972 à 18% en 1978. **(0,25)**

### **b) Les échecs (2 p.)**

**Limite 1 : Surinvestissement et multiplication des surcoûts (0,25 pour chaque limite + 0,25 pour l'explication)**

**Limite 2 : Une industrialisation financée essentiellement à partir de ressources externes**

**Limite 3 : Une répartition incohérente des investissements**

**Limite 4 : Compression de la demande sociale**

## **CONCLUSION (2 p.)**

**SUJET 2 :** Le **retournement brutal des marchés pétroliers au second semestre 2014** installe l'Algérie, pour la seconde fois depuis l'Indépendance, dans une situation de grande vulnérabilité qui, par certains aspects, est comparable à la situation ayant prévalu au lendemain du **contre-choc pétrolier de 1986**.

*Introduction* (2 p.)

*Les raisons objectives qui ont conduit à la **crise financière de la fin des années 80***. (1.5 p.)

*Les **premières mesures** mises en œuvre par les autorités pour pallier aux effets de la chute des prix des hydrocarbures à partir de 1986*. (3 p.)

*Quelles étaient les **répercussions** de ces mesures au plan économique et social ?* (3 p.)

*Dans quelle mesure on peut tracer un **parallèle entre la crise actuelle et celle de la fin des années 1980**, notamment en ce qui concerne la **réaction « à chaud » des autorités et la gestion politique de la crise ?*** (2,5 p.)

*Conclusion* (2 p.)

**SUJET 3 :** Après l'adoption de la **Constitution de 1989**, une nouvelle équipe, les « **réformateurs** », prend les commandes de l'économie nationale.

*Introduction* (2 p.)

*Le **contexte économique et social** ayant favorisé l'arrivée au gouvernement du « groupe des réformateurs » en septembre 1989*. (3 p.)

*Les **objectifs** et les **principales réformes** introduites par le gouvernement Hamrouche*. (2 p.)

*Comment ces réformes ont-elles été accueillies par la **société** et au niveau des **appareils de l'État** ?* (1 p.)

*Comment a évolué la **situation économique et sociale** après le départ « forcé » du gouvernement Hamrouche ?* (2 p.)

*Pensez-vous que l'expérience réformiste des années 90" est toujours d'actualité ? Faites le parallèle avec la situation actuelle*. (2 p.)

*Conclusion* (2 p.)